

POURQUOI BORDEAUX EST-ELLE L'UNE DES PLACES FORTES DES « GILETS JAUNES » ?

Jérôme Fourquet

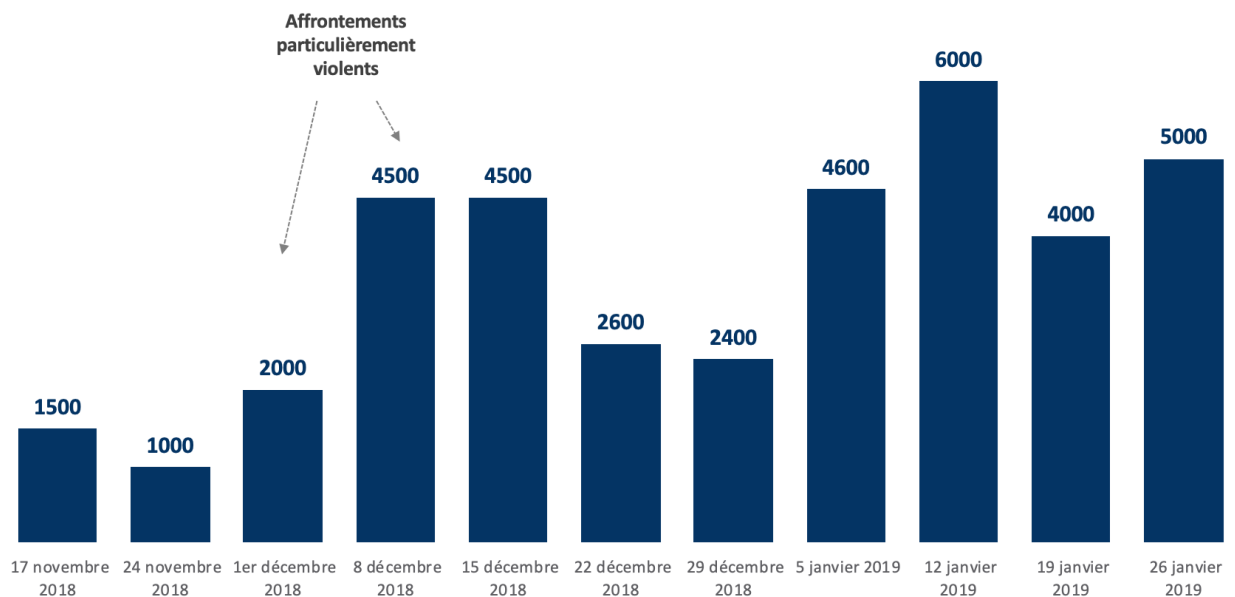
28/02/2019

Si les manifestations des « gilets jaunes » organisées à Paris ont fait l'objet d'une très importante couverture médiatique, une des spécificités de ce mouvement émanant d'abord de la France périphérique a été son caractère décentralisé avec de nombreux lieux de mobilisation disséminés sur le territoire. Dans ce paysage très éclaté, Bordeaux s'est rapidement distinguée par une forte affluence dans les cortèges lors des différents « actes » quand sa périphérie était également le théâtre d'actions de blocage ou d'occupation. La région bordelaise est ainsi apparue comme l'un des épicentres de ce mouvement hors norme, voire comme la « capitale des gilets jaunes ».

Bordeaux : épicentre du mouvement des « gilets jaunes »

L'affluence à Bordeaux n'était certes pas très importante au début du mouvement (1500 personnes lors de la manifestation du 17 novembre 2018 et 1 000 le 24 novembre) car les « gilets jaunes » girondins se mobilisaient d'abord sur les ronds-points et les axes routiers à la périphérie de la ville ou ailleurs dans le département. À partir de l'acte III, le cortège va s'étoffer et compter 2000 participants selon la préfecture. À Bordeaux, comme ailleurs en France, ce samedi 1^{er} décembre 2018 sera marqué par un haut niveau de violence (affrontements avec les forces de l'ordre, destructions de mobilier urbain et pillages). Mais loin d'acter la décrue du mouvement, ces scènes de violences abondamment commentées et couvertes par les médias sont suivies par des mobilisations beaucoup plus importantes. Hormis un creux durant les fêtes de fin d'année, les manifestations allaient rassembler chaque samedi entre 4000 et 6000 personnes, volume rarement égalé dans d'autres villes.

Le nombre de manifestants à Bordeaux lors des différents « actes » du mouvement des « gilets jaunes »



Source : préfecture de la Gironde.

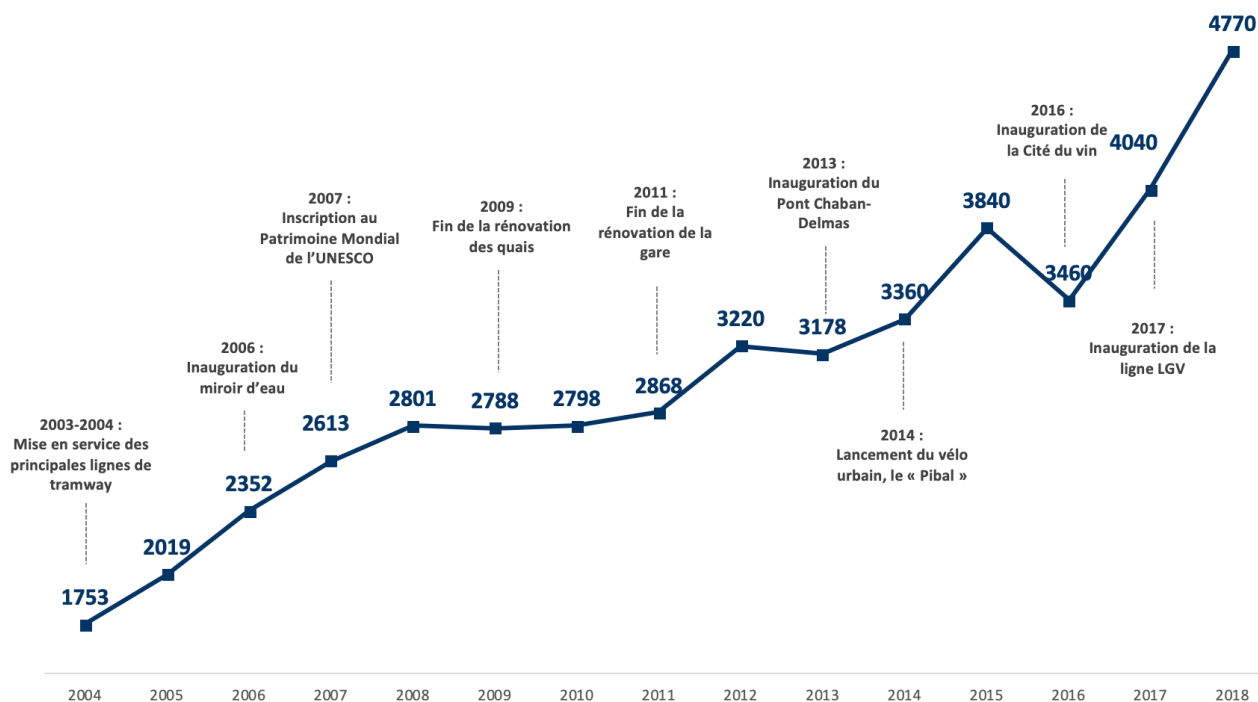
Bien que de manière ritualisée, chaque samedi de manifestations se solde par des échauffourées et des interpellations nombreuses (69 le 8 décembre 2018, une cinquantaine le 19 et le 26 janvier 2019 par exemple), les « gilets jaunes » ont répondu présents et ont convergé vers le centre-ville de Bordeaux week-end après week-end. Les reportages réalisés lors de ces événements indiquent que la grande majorité des manifestants n'était pas bordelaise mais venait des zones périurbaines et rurales du département, voire des départements voisins (Dordogne, Landes, Charente-Maritime). À l'instar des provinciaux « montant à Paris », les « gilets jaunes » de la « Gironde périphérique » se sont donné rendez-vous tous les samedis après-midi à Bordeaux.

Les témoignages recueillis par la presse locale comme le profil des individus interpellés lors des différents actes confirment que les cortèges étaient très massivement composés de non-Bordelais. Ainsi, par exemple, parmi les 45 personnes interpellées le 12 janvier 2019, seulement deux résidaient à Bordeaux, les autres habitant dans des communes rurales ou périurbaines : Vayres, La Lande-de-Fronsac, Latresne ou Arès. Olivier Béziade, pompier volontaire blessé très gravement le même jour, était, quant à lui, domicilié à Bazas, située à 60 kilomètres de Bordeaux. Frédéric Roy, l'amaneur ayant eu la main arrachée le 1^{er} décembre 2018, venait de Gauriac, à 40 kilomètres de Bordeaux. Au moins deux autres personnes ont perdu une main lors de ces manifestations bordelaises, l'un venait de Bayonne et l'autre de l'île d'Oléron, ce qui indique que la zone de recrutement des manifestants s'étalait sur toute une partie du Sud-Ouest à l'image de l'aire de rayonnement économique de Bordeaux.

Un processus de métropolisation particulièrement marqué

Dans cette région, et notamment dans le département de la Gironde, la polarisation est de plus en plus forte entre Bordeaux et son *hinterland*. Et si la capitale girondine a été l'un des lieux où le mouvement des « gilets jaunes » a le plus mobilisé, c'est parce que le phénomène de métropolisation y a pris depuis une quinzaine d'années une ampleur sans précédent. Symptôme le plus brutal de l'attractivité de Bordeaux et de la concentration de richesses en son sein, les prix de l'immobilier se sont spectaculairement envolés dans la capitale girondine. Entre 2004 et 2018, ils ont ainsi été multipliés par 2,7 ! Une première période de hausse a été observée entre 2004 et 2008, année du déclenchement de la crise économique qui s'est traduite à Bordeaux seulement par une stagnation des prix de 2008 à 2011, signe que la demande restait importante alors que les prix de l'immobilier dévissaient dans bon nombre de régions.

L'évolution des prix de l'immobilier à Bordeaux depuis 2004 (prix du m² pour un appartement ancien réhabilité)



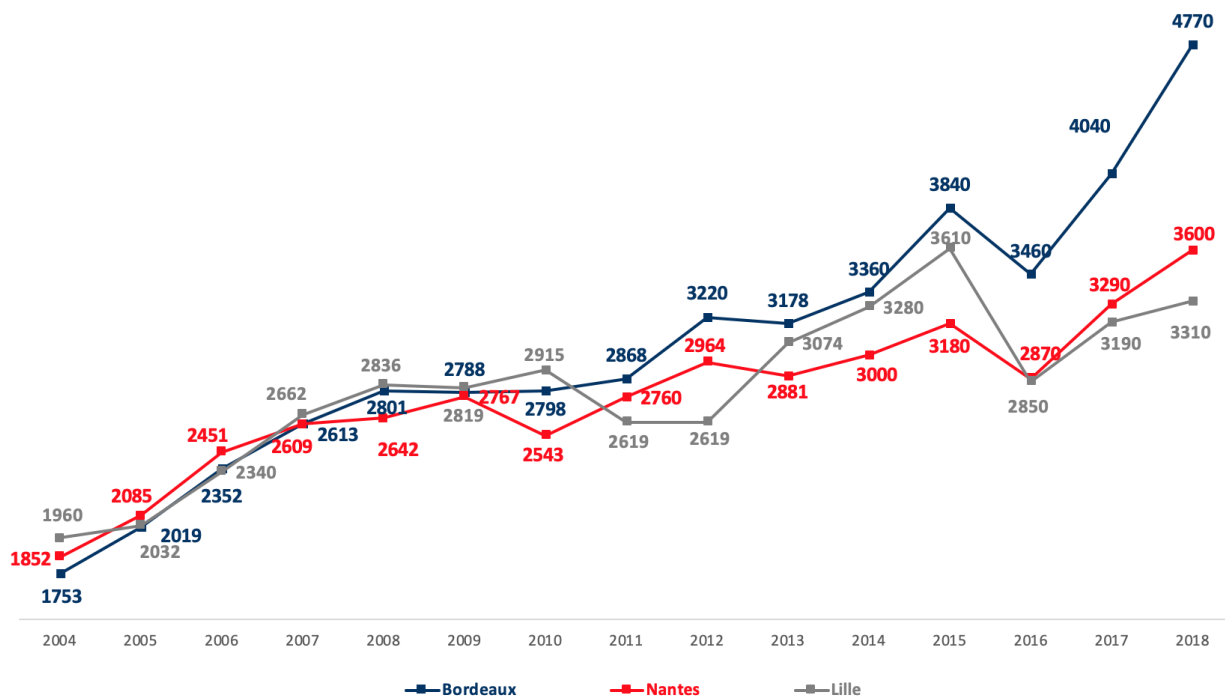
Source : L'Argus du logement / Challenges.

La courbe a repris ensuite sa course avant de s'emballer au cours des dernières années. La politique de transformation et d'embellissement initiée par Alain Juppé a porté ses fruits et a rendu Bordeaux de plus en plus désirable, mais donc également de plus en plus chère... La construction d'un réseau de tramways, la reconquête des quais de la Gironde et la rénovation de différents

quartiers ont été autant d'opérations structurantes qui ont remodelé la physionomie de la ville. Ces vastes chantiers ont été accompagnés par une politique culturelle ambitieuse visant à la montée en gamme de Bordeaux. En 2007, toute une partie de la ville était inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco et en 2009 avait lieu la première biennale d'art contemporain de Bordeaux baptisée « Evento ».

Parallèlement, la politique des déplacements intramuros a fait la part belle aux piétons (et aux touristes) mais aussi aux vélos. L'année 2015 sera marquée par le lancement du vélo urbain, baptisé « Pibale », modèle design dessiné par Philippe Starck. L'inauguration en 2017 de la ligne LGV plaçant Bordeaux à deux heures de Paris produira un « effet de boost » supplémentaire sur le marché de l'immobilier, dopé par l'arrivée d'investisseurs et d'acheteurs parisiens aux moyens importants et par l'essor du tourisme. Une étude menée par un élu socialiste bordelais, Matthieu Rouveyre, a ainsi montré que la plateforme Airbnb recensait pas moins de 12 000 offres de logements à Bordeaux en 2018, volume en hausse de 88% en un an. 80% de ces offres étaient dédiées à la location saisonnière. Cette confiscation d'une part du parc immobilier au profit de la location touristique a alimenté l'augmentation spectaculaire du prix de l'immobilier à Bordeaux. Si toutes les grandes capitales régionales sont concernées, le phénomène s'est emballé à Bordeaux. Comme le montre le graphique suivant, si l'on compare Bordeaux à Nantes, autre ville bénéficiant de l'engouement pour la façade Atlantique, et à Lille, autre capitale régionale, on constate que la cité girondine se situait au même niveau de prix que les deux autres villes jusqu'à la sortie de la crise en 2011. Mais dans la dernière période, notamment du fait de « l'effet LGV », Bordeaux a pris le large non seulement vis-à-vis de Lille, ville du Nord moins attractive, mais également par rapport à Nantes, avec aujourd'hui en moyenne un écart de pratiquement 1 200 euros du mètre carré avec cette dernière.

L'évolution des prix de l'immobilier à Bordeaux, Nantes et Lille depuis 2004 (prix du m² pour un appartement ancien réhabilité)



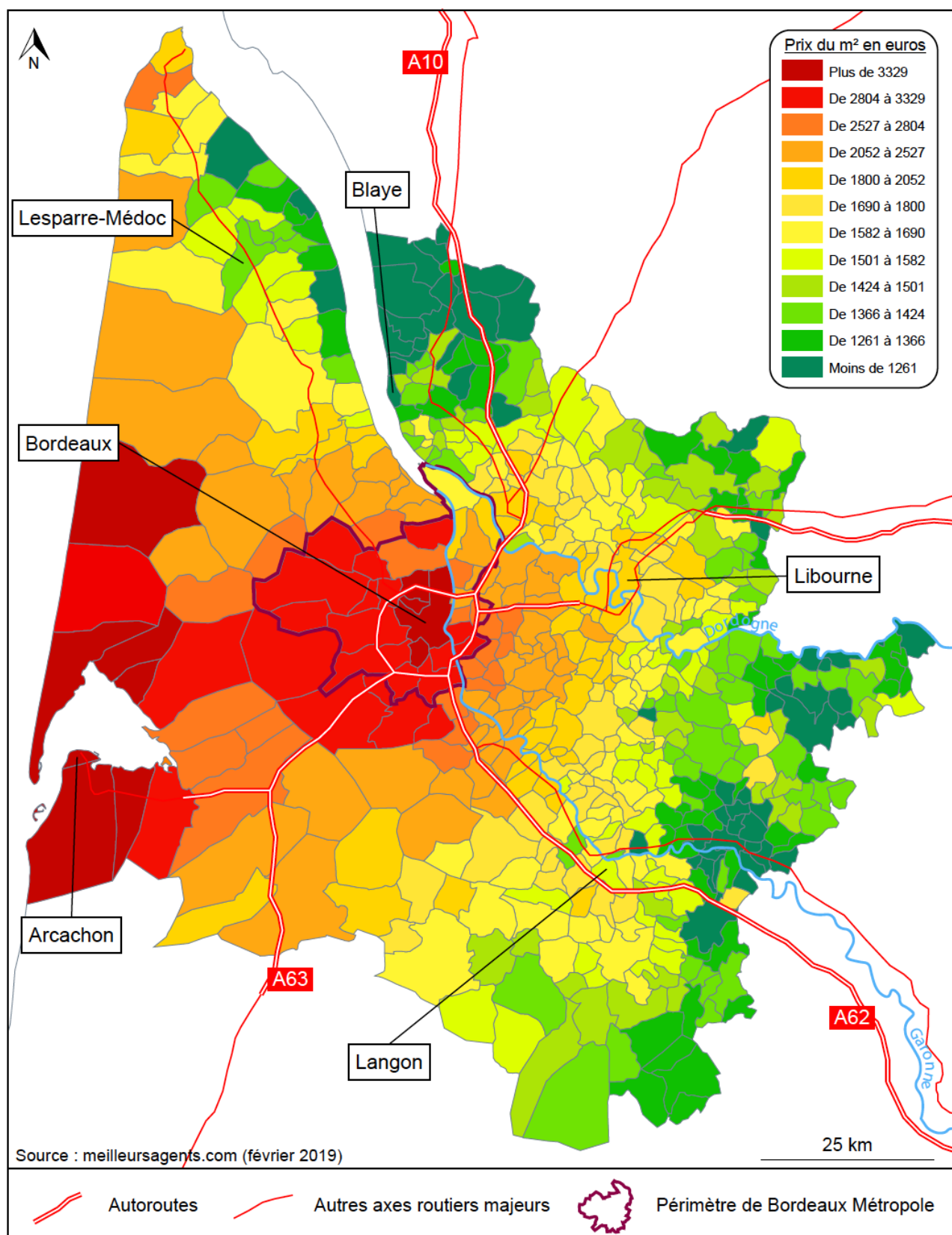
Source : L'Argus du logement / Challenges.

Le prix au mètre carré constitue un indicateur synthétique permettant de mesurer le degré d'attractivité d'une ville mais également la concentration de richesses s'y produisant. Se faisant, il constitue un bon indice de l'ampleur du processus de métropolisation affectant un territoire donné. À cette aune, on voit que Bordeaux a nettement gagné la partie et qu'elle fait désormais la course en tête loin devant Nantes ou des villes comme Lille. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que Bordeaux plus que Nantes ou Lille, par exemple, ait été le théâtre d'une mobilisation nettement plus importante des « gilets jaunes », la fracture entre le cœur de la métropole et son *hinterland* s'étant encore plus creusée qu'ailleurs.

Dans le cas bordelais, ce processus de métropolisation a été de plus amplifié par un boom touristique modifiant encore davantage la structure économique et sociale de la ville. Après la mise en service de la ligne LGV, le nombre de voyageurs a augmenté de 70%. Mais les autres moyens de transport n'ont pas été en reste. En 2017, l'aéroport de Bordeaux-Mérignac a vu s'ouvrir 17 nouvelles lignes aériennes et a accueilli 6,2 millions de passagers. Dans le même temps, 40 paquebots ont fait escale à Bordeaux au cours de la même année, le guide *Lonely Planet* attribuant à Bordeaux le titre de « Best City 2017 ». Dans ce contexte, les hôteliers de la ville ont pu afficher un taux d'occupation de 73%, Bordeaux se plaçant également sur cet indicateur à la première place devant Lyon et Toulouse. Cette manne touristique se déversant sur la cité bordelaise est d'autant plus appréciable que le tourisme d'affaires, le plus rentable, représente près de 50% de la clientèle.

Fort de ce bilan des plus flatteurs, Patrick Séguin, le président de la Chambre de commerce et d'industrie, peut légitimement affirmer que « Bordeaux est magnétique ». La métropole girondine attire en masse des touristes mais également des ménages aisés venant s'y installer. Mais ce phénomène a également son revers. Pierre Vermeren note ainsi : « L'un des effets les plus durables et les plus massifs de cette poussée spéculative a été de chasser les classes populaires et les classes moyennes originelles de la ville-centre, et, par effet d'auréole, des communes les plus proches ou du moins des quartiers les plus en vue de celles-ci ».

La carte suivante, réalisée par Sylvain Manternach à partir des données disponibles sur le site meilleursagents.com, fait clairement apparaître une très forte disparité en termes de prix de l'immobilier, selon une implacable loi de la distance à Bordeaux (et au littoral, notamment au bassin d'Arcachon, zone également très prisée). Le mètre carré atteint son prix maximum dans Bordeaux intramuros et s'établit encore à un niveau très élevé dans quasiment toutes les communes appartenant à Bordeaux-Métropole.

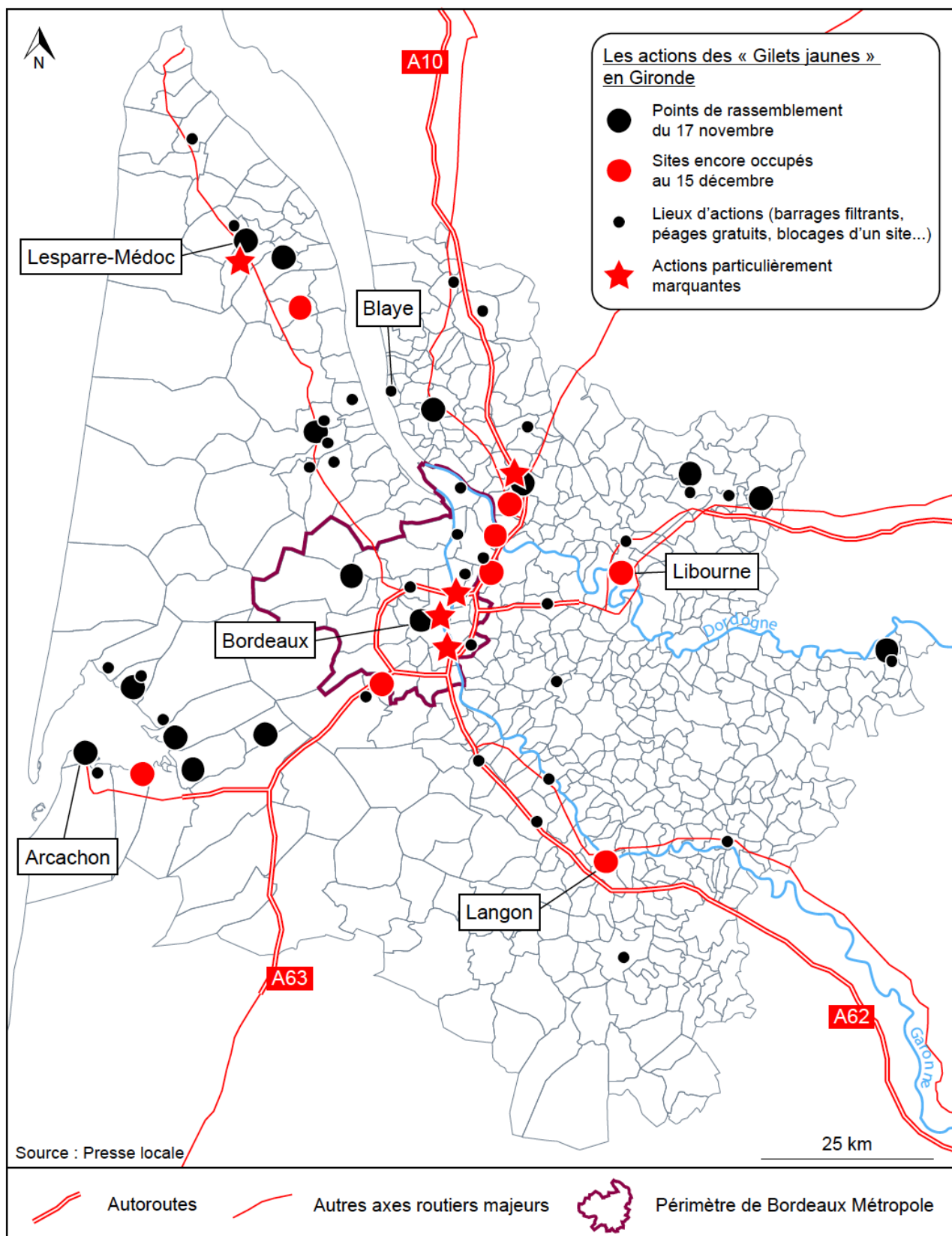


Puis, on voit le prix de l'immobilier varier selon une logique de corolles, correspondant aux différentes couronnes bordelaises. Ce phénomène a des conséquences sociologiques profondes puisqu'il aboutit mécaniquement à un étalement des différentes catégories sociales dans l'espace. Les classes moyennes et moyennes supérieures vont opter pour les premières couronnes (et le littoral) quand les catégories populaires et les plus modestes vont être reléguées aux marges du département (façade est du département, Blayais et Médoc). Dans ces terroirs viticoles, où la population est traditionnellement pauvre (avec une forte présence des ouvriers agricoles), sont progressivement arrivés des ménages également modestes ne pouvant plus se loger et vivre dans l'agglomération bordelaise. Se sont ainsi superposées différentes couches de population économiquement fragiles dessinant ce que l'Insee a appelé un « couloir de la pauvreté » courant de Lesparre-Médoc à Agen en passant par le Blayais.

Comme l'explique Marc Sahraoui, dirigeant d'une association œuvrant pour le développement économique de Sainte-Foy-la-Grande, du fait de la dégradation du marché de l'immobilier au plan local (forte vacance des commerces et des logements), bon nombre de ces communes subissent « la mise en place d'un 'parc social de fait', avec une concentration de pauvreté dans certains secteurs ».

Oasis bordelaise *versus* Gironde périphérique

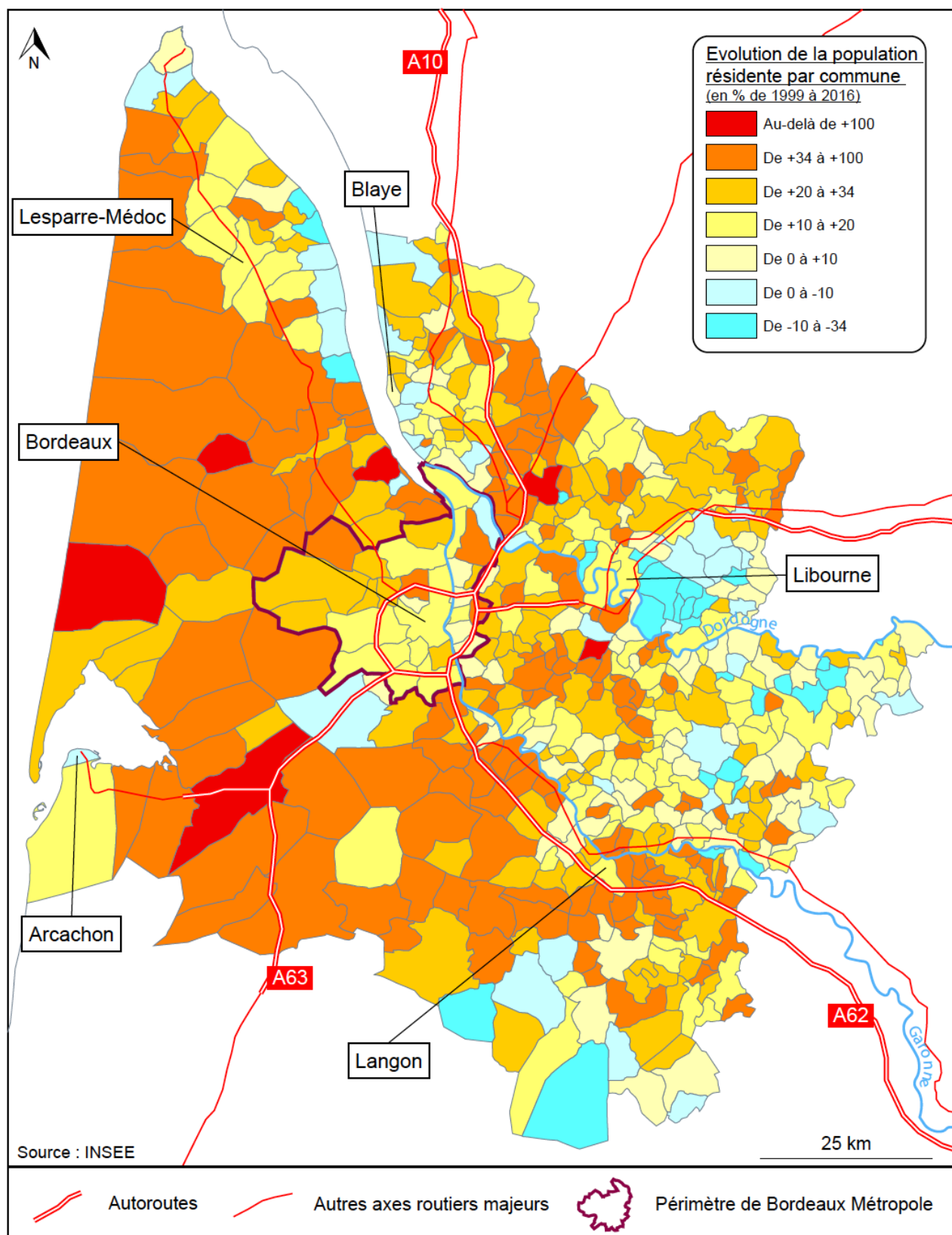
La carte suivante montre qu'en Gironde comme ailleurs, les « gilets jaunes » composés « d'hommes et de femmes de la route » ont d'abord concentré leurs actions sur les principaux axes routiers du département : sorties d'autoroutes et péages, rocade bordelaise, dépôts pétroliers, ronds-points commandant l'accès aux grandes zones commerciales et les deux principaux ponts sur la Gironde. Mais cette carte recensant (après dépouillement de la presse locale) les points de regroupements du 17 novembre 2018, les lieux d'actions et les événements marquants, n'est pas sans lien avec la précédente. On constate ainsi que deux zones particulièrement pauvres, le Médoc et le Blayais, se distinguent par une forte activité de « gilets jaunes » locaux avec de nombreux points de blocage et de rassemblement.



Ce fut le cas notamment au péage de Virsac, point névralgique par lequel transitent chaque jour des milliers de pendulaires du nord-Gironde venant travailler dans l'agglomération bordelaise (30 000 véhicules le franchissent quotidiennement). Ce péage est occupé dès le 17 novembre 2018 et pendant plusieurs jours d'affilée par plusieurs centaines de « gilets jaunes » avant d'être mis à sac dans la nuit du 20 novembre 2018.

Comme le note Pierre Vermeren, « avec près de 400 chantiers en 2018, l'agglomération bordelaise est un énorme bassin d'emplois d'ouvriers, d'artisans et de terrassiers du bâtiment. Le *papyboom* et l'énorme centre hospitalier universitaire qui en découle (le plus gros employeur de l'agglomération), alliés à l'expansion du tourisme, se traduisent par une explosion des emplois peu qualifiés dans la restauration, l'hôtellerie, la santé ou les services à la personne ». Ces fantassins invisibles de la prospérité bordelaise résident à bonne distance de la métropole. Pour se loger, ils ont fait construire ou pris des locations ces dernières années dans des communes situées à plusieurs dizaines de kilomètres de Bordeaux, qui ont vu leur démographie littéralement exploser. C'est le cas par exemple à Saint-André-de-Cubzac, place forte des « gilets jaunes » (située à proximité de Virsac) distante de 33 kilomètres de Bordeaux, où la population a augmenté de 54% entre 1999 et 2016. Même phénomène de l'autre côté de l'estuaire à Avensan (31 kilomètres de Bordeaux) qui a vu son nombre d'habitants croître de 66% entre 1999 et 2016, ou bien encore à Listrac-Médoc (37 kilomètres) avec un bond de 48% de la population locale.

La carte suivante montre que si la poussée démographique a été relativement contenue dans le cœur de l'agglomération bordelaise, elle a été beaucoup plus puissante le long des grands axes routiers, sur le littoral et dans un rayon de 30 à 40 kilomètres de Bordeaux.



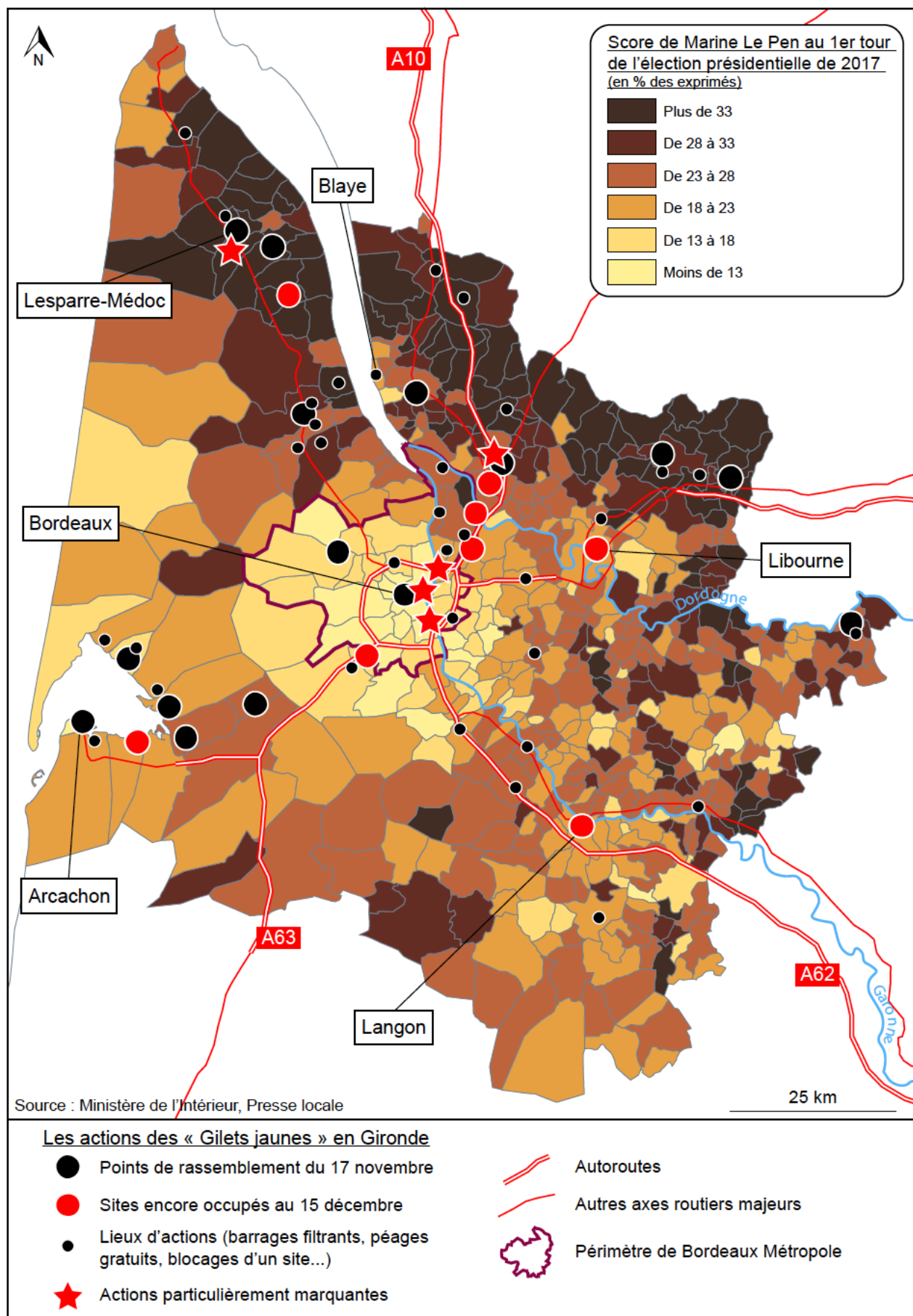
Les cartes successives permettent de dessiner progressivement les espaces de recrutement et de mobilisation des « gilets jaunes » girondins. Il s'agit des zones marquées par l'étalement urbain dans la grande périphérie bordelaise ou sur le pourtour du bassin d'Arcachon, où se sont installés en masse des membres de la classe moyenne et une frange des catégories populaires, et de territoires plus paupérisés ayant accueilli une population nettement plus modeste. Hormis le fait d'être dépendant de la voiture, le trait d'union de ces groupes sociaux très disparates réside dans le fait qu'ils se situent aux marges de l'oasis bordelaise à la réussite et à l'opulence de laquelle certains contribuent mais dont aucun ne jouit véritablement car, pour reprendre la formule de Marc Sahraoui, « la richesse de Bordeaux métropole ne ruisselle pas à plus de vingt kilomètres ».

C'est ce public, renforcé par des contingents de Bordelais précaires (car la capitale girondine compte tout de même 11% de chômeurs), qui se donne rendez-vous chaque samedi dans l'écrin opulent que constitue désormais le cœur de Bordeaux, totalement rénové par les différentes mandatures d'Alain Juppé. Lors de chaque « acte », le cortège des « gilets jaunes », ouvert par un défilé de motards, déambule de manière ritualisée dans les beaux quartiers de la ville. Comme d'autres viennent flâner ou faire du shopping, les « gilets jaunes » de la Gironde périphérique se retrouvent pour parcourir ensemble et s'approprier, le temps d'une après-midi, les plus belles artères et places de la ville : place de la Bourse, cours d'Albret, place de la Victoire, place de la Comédie, rue Sainte-Catherine... De manière non moins rituelle, chaque manifestation se termine de façon plus ou moins pacifique place Pey-Berland, où trône la mairie de Bordeaux, siège du pouvoir de la principale figure politique locale.

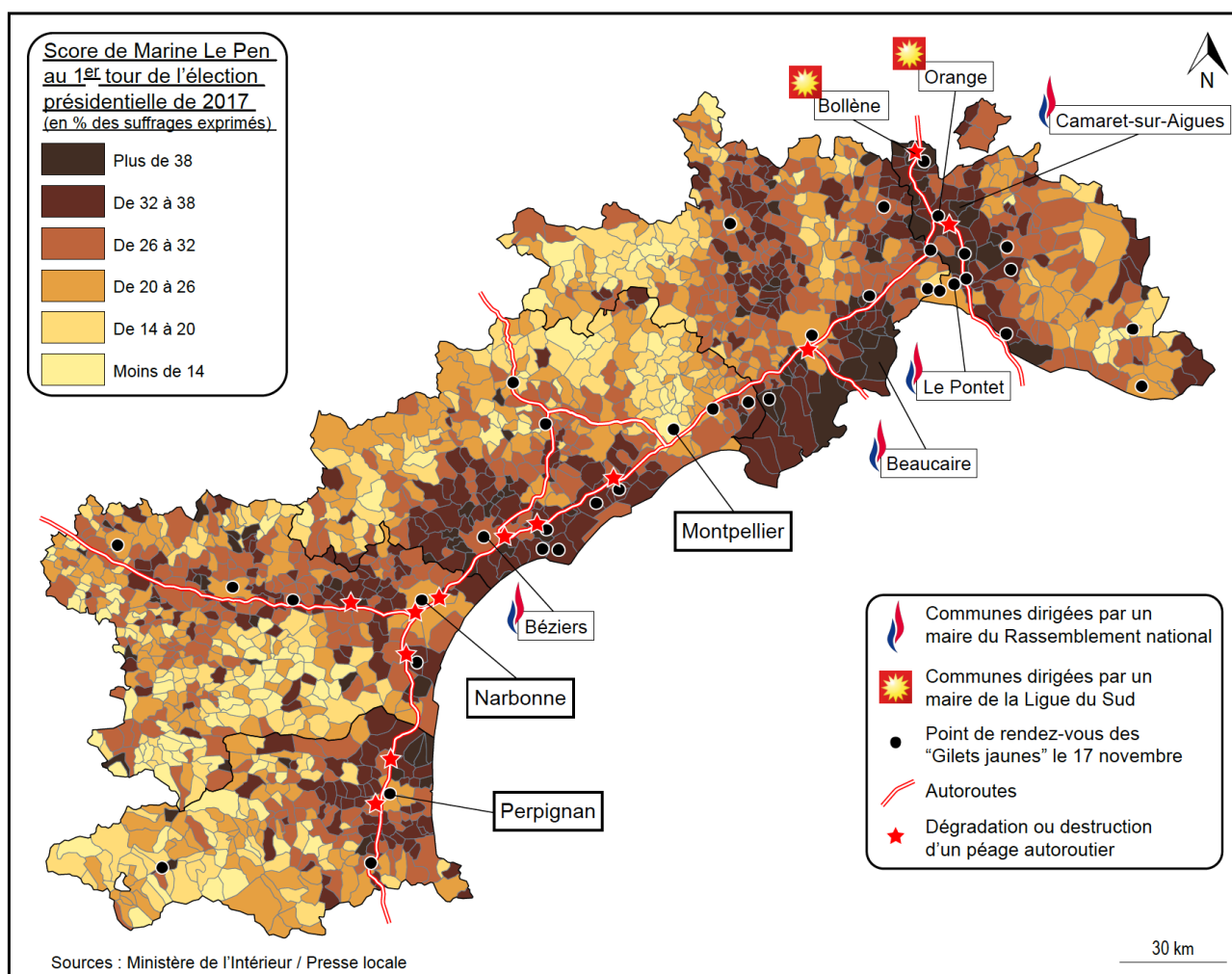
Si le mouvement des « gilets jaunes » rejette avec force le traditionnel jeu politique, il est pour autant éminemment politique dans sa démarche. Il peut en effet être analysé comme la volonté (certes brouillonne) de différents groupes sociaux de réaffirmer leur existence. En occupant le cœur névralgique des grandes métropoles, ces populations se situant économiquement, culturellement et géographiquement dans une position de plus en plus périphérique ont trouvé le moyen de se rappeler aux bons souvenirs des catégories les plus intégrées et de se poser en *sujet* politique.

Toutes choses étant égales par ailleurs, cette réaction n'est pas sans rappeler l'essor du vote frontiste dans ces milieux. Depuis une dizaine d'années, la formation lepéniste enregistre de bons résultats dans toute une partie de la Gironde périphérique et a notamment conquis un canton dans le Médoc lors des élections départementales de 2015. Comme le montre la carte suivante, cette région comme la partie septentrionale du département, où Marine Le Pen a obtenu ses meilleurs scores en 2017, se distinguent par une forte présence des « gilets jaunes ».

Cette correspondance entre zones de vote Front national élevé et zones de forte mobilisation des « gilets jaunes » ne doit pas être interprétée uniquement comme l'indice d'une implication active de cet électorat dans ce mouvement mais, plus globalement, comme deux manifestations différentes d'une réaction des milieux populaires de ces territoires face à la dégradation de leur situation.



Le cas de l'arc méditerranéen courant de Perpignan jusqu'au Vaucluse, zone où le mouvement a été très suivi le 17 novembre 2018 et s'est poursuivi ensuite avec une forte intensité durant les semaines suivantes, est également assez éclairant. On constate que les points de rassemblement (puis les points de blocage et les violences dont de nombreuses destructions de péage) se sont concentrés pour l'essentiel sur la plaine littorale du Languedoc-Roussillon et sur la basse vallée du Rhône.



La forte densité de population et la présence d'autoroutes, cible stratégique pour les « gilets jaunes », expliquent sans doute en partie cette activité nettement plus marquée dans cet espace. Mais ce territoire correspond également à une zone de force de l'extrême droite. Dans le Vaucluse,

le Rassemblement national dirige les communes du Pontet et de Camaret-sur-Aigues et son concurrent local, la Ligue du Sud, emmenée par les époux Bompard, contrôle les villes d'Orange et de Bollène. Plus au sud, le parti frontiste détient également la commune de Beaucaire dans le Gard et son allié, Robert Ménard, règne sur Béziers. Les édiles de ces six villes ont apporté leur plein soutien au mouvement et se sont rendus sur les barrages pour saluer les manifestants. Ce soutien a sans doute contribué à galvaniser les ardeurs d'une base déjà chauffée à blanc dans des territoires où toute une partie de la population se vit en situation de déclassement social et culturel depuis de longues années.